



Séminaire en ligne de la Francophonie (SELF) du 23 novembre 2023

DÉMARCHE BAS CARBONE DU SECTEUR DE L'AIDE : RETOURS D'EXPÉRIENCE ET RÔLE DE LA SOLARISATION

Questions additionnelles non traitées en direct

Questions sur les bilans et démarches carbone

QUESTION : Observez-vous un impact réel sur la réduction des émissions depuis que vous vous êtes lancés dans les bilans carbone? À Électriciens sans frontières et dans les autres ONG du réseau. Si oui, quels sont les changements mis en pratique ?

Aline Hubert (URD / REH) : difficile de répondre à cette question d'un point de vue comptable car cela nécessite pour une ONG d'avoir réalisé au moins deux bilans carbone (un pour la date de référence et un depuis), ce qui est le cas de très peu d'organisations. A ma connaissance, seuls ACTED et le Groupe URD sont dans cette situation et ont pu effectivement constater une baisse des émissions. Pour ACTED, cette baisse (-33% en 2022 par rapport à 2021) serait essentiellement due à une augmentation des cash transferts et une réduction des distributions en nature (<https://www.acted.org/fr/a-propos/rapport-annuel/>). Pour le Groupe URD (-19% entre 2022 et 2019) serait principalement due aux nouvelles modalités de travail à distance et dans une moindre mesure, au passage à des repas végétariens (<https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/11/BilanCarbone-GURD-2022-1.pdf>)

Au-delà de cet aspect comptable, on voit des mesures se mettre en place (solarisation de bureaux, développement de politique d'achats durables et de politique de déplacements par exemple). Enfin il faut garder en tête que certains effets ne peuvent pas être observables tout de suite et que c'est un processus au long cours.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : au niveau de notre organisation, nous n'en sommes pas encore à la mesure de la réduction : comme explicité durant le SELF nous avons effectué un premier bilan carbone, nous sommes actuellement en train de finaliser le bilan 2022, et avons mis en œuvre la sensibilisation de nos équipes (salariés, direction, bénévoles) à la démarche et son intérêt.

Nous avons identifié les principales pistes de réduction, mais devons encore les acter à un niveau stratégique et les opérationnaliser, ce n'est que par la suite que nous pourrions constater leur impact effectif.

QUESTION : Quels sont les éléments pris en compte dans le calcul du bilan carbone d'une installation photovoltaïque ?

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Pour calculer le bilan carbone d'une installation PV nous considérons :

- Les panneaux
- Les batteries
- Les câbles
- Le régulateur (si applicable)
- L'onduleur (si applicable)
- Le tableau électrique (si applicable)
- Le système de monitoring (si applicable)

Le support métallique, ne représentant pas la principale source d'émissions, a été considéré seulement dans des cas spécifiques.

QUESTION : Disposez-vous d'étude(s) publique(s) sur un cas de solarisation qui quantifie a) décarbonisation, b) sécurisation électrique et c) réduction de la facture.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Nous disposons effectivement d'études de ce type, que nous avons effectuées pour des cas précis (que ce soit pour d'autres organisations sous notre modalité d'expertise ou sur nos propres projets comme au Liban), et avons pu en partager des éléments lors d'événements (diapos etc.), mais à date pas eu l'occasion de publier à large échelle des études complètes, n'hésitez pas à nous contacter pour un besoin spécifique.

Hors de notre organisation, un certain nombre de ressources bibliographiques existent (site de l'IRENA, de l'OMS, SEforAll, energypedia, réseau Cicle), vous trouverez l'étude évoquée dans la dernière présentation ici : https://www.humanitarianenergy.org/assets/resources/Summary_-_Estimating_the_use_of_diesel_generators.pdf

QUESTION : Comment gérer à l'avenir les émissions liées à la production des panneaux solaires, ainsi que celles de leur transport? Car cela ne dépend pas vraiment de vous.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Les émissions liées aux panneaux photovoltaïques découlent principalement de leur production et, notamment, de l'utilisation énergétique pour le traitement des matériaux nécessaires à produire le panneau fini. En cette direction, chez Electriciens sans frontières, un travail d'analyse et de prise de contact avec des filières de production de panneaux est en cours afin d'identifier des filières qui font la production dans des pays avec un mix énergétique le moins carboné possible. Il est évident que de par notre petite taille nous ne serons pas suffisants pour influencer les grands fournisseurs actuels à décarboner leur production, mais nous encourageons sur ce point la mutualisation des efforts des organisations intéressées pour renforcer ce plaidoyer.

QUESTION : Nous fabriquons des panneaux au Burkina Faso, mais c'est difficile de dire qu'un panneau produit au Burkina pollue plus ou moins qu'un panneau produit ailleurs. Pouvez-vous mieux justifier votre réponse sur la comparaison entre les panneaux?

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Les émissions liées aux panneaux photovoltaïques découlent principalement de leur production (le transport du panneau représentant une partie moindre) et, notamment, de l'utilisation énergétique pour le traitement des matériaux nécessaires à produire le panneau fini. Si nous partons de l'hypothèse que le processus de fabrication des panneaux photovoltaïques est similaire partout dans le monde, en comparant les mix énergétiques des pays de production il est possible de faire des estimations sur l'impact final du panneau produit.

QUESTION : Où/comment apprendre sur comment faire les bilans carbone? Est-ce que ESF et URD offrent des formations? Quels sont les outils que vous recommandez?

Aline Hubert (URD / REH) : L'Association pour la transition Bas Carbone (ABC) (abc-transitionbascarbonate.fr) est l'association créée en 2011 par l'ADEME et l'APCC pour porter et diffuser la méthodologie du Bilan Carbone®. Pour l'instant, le Groupe URD ne propose pas de formation spécifique sur le calcul de l'empreinte carbone mais nous réfléchissons à cette idée car les demandes des acteurs de l'aide se multiplient.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Nous sommes membres de la Commission Climat et Développement de Coordination Sud qui tient régulièrement des webinaires accessibles à tous pour partager des expériences et des ressources, et qui a pour objectif d'appuyer des ONGs locales à intégrer ces pratiques, n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.

QUESTION : Comment définissez-vous vos objectifs de réduction?

Aline Hubert (URD / REH) : les objectifs de réduction de -50% d'ici 2030 ont été basés sur les recommandations du GIEC. Il s'agit avant tout d'objectifs politiques. Cependant, il est ensuite nécessaire de définir une date de référence ainsi que la nature de la réduction (en valeur absolue ? en relatif par rapport au chiffre d'affaires ? au nombre d'équivalents temps plein ? etc.). Au final, le choix du pourcentage importe peu, du moment qu'on met en place une démarche volontariste, rigoureuse et transparente de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Questions sur les crédits carbone

QUESTION : Utilisez-vous les crédits carbone, que ce soit à ESF ou à URD? Les crédits carbone, c'est adapté aux ONG?

Aline Hubert (URD / REH) : Jusqu'en 2022, le Groupe URD « compensait » ses émissions de gaz à effet de serre, ponctuellement, sur fonds propres, via le financement d'une société coopérative locale pour la production d'énergies renouvelables et les économies d'énergie. Ce système a été revu en 2022 : le Groupe URD achète à présent des crédits carbone, dans le cadre de ses projets, afin de compenser les émissions de ses trajets aériens, selon un prix du carbone volontairement haut, à 80 €/tCO_{2e} (<https://www.urd.org/wp-content/uploads/2023/08/Note-sur-la-compensation-carbone-au-Groupe-URD.pdf>). Nous pensons que les crédits carbone peuvent

être un mécanisme adapté au secteur de l'aide à condition que des garde-fous soient correctement établis pour éviter le greenwashing ou le financement de projet inutiles voire nuisibles.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : pour notre propre démarche bas carbone à l'échelle de notre structure, nous n'utilisons pas de crédits carbonés, nous concentrant sur les actions à entamer pour réduire nos émissions autant que possible avant de compenser. Il nous semble par contre effectivement pertinent que des crédits de ce type puissent permettre de mieux financer les projets de terrain et valoriser les actions locales, mais leur labellisation est souvent extrêmement contraignante et lourde, et leurs résultats à date pas forcément démontrés.

QUESTION : Y-a-t-il des acteurs facilitateurs de la vente des crédits-carbone qui sont spécialisés pour les ONG?

Aline Hubert (URD / REH) : non, il n'y a pas de dispositif spécifique pour le secteur de l'aide. Pourtant, le système pourrait constituer une source importante de financements pour le secteur. Il pourrait donc être intéressant de réfléchir à des modalités *ad hoc*.

Questions générales

QUESTION : Quels sont les indicateurs utilisés pour mesurer l'impact à long terme de ces initiatives?

Aline Hubert (URD / REH) : Pour l'instant, il n'y a pas d'indicateur agréé partagé par tous. Evidemment la mesure de l'empreinte carbone permet de suivre les trajectoires de réduction mais comme on l'a dit lors du webinaire, il y a de nombreuses limites à la comparaison entre empreintes carbone, il faut donc trouver d'autres indicateurs pour suivre, non pas les résultats, mais les efforts déployés (y compris ce qui relève de changements organisationnels).

QUESTION : En contexte d'industrialisation, pensez-vous qu'une décarbonisation avec une politique de mix énergétique à fort taux de solarisation favorise le développement industriel des pays en voie de développement ?

Aline Hubert (URD / REH) : Il est certain qu'il y a un fort enjeu d'accès à l'énergie pour le développement des pays du Sud, et en même temps, il est indispensable de réduire les émissions de gaz à effet de serre au niveau global. Même si ces deux objectifs entrent nécessairement en tension, il faut accélérer les efforts grâce au déploiement de systèmes d'énergie renouvelables, accompagné d'une réflexion sur les usages de cette énergie, et sans oublier les enjeux de justice sociale.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Il est difficile de se prononcer par rapport à nos projets car nous n'intervenons pas sur des projets industriels. Pour ce qui concerne Electriciens sans frontières, nous agissons principalement dans des milieux ruraux très isolés, non connectés au réseau national et pour lesquels des solutions basées sur les énergies renouvelables (en totalité ou en partie avec un générateur d'appui pour les usages plus lourds) peuvent contribuer au développement des activités productives à l'échelle locale. Dans les milieux plus urbains, nous intervenons sur des installations décentralisées de « petite »

puissance à l'échelle de bâtiments, donc il est difficile de nous prononcer sur les enjeux à échelle nationale de stabilité du réseau pour approvisionner les usages industriels, cela étant mis en œuvre par de nombreux pays avec l'installation d'énormes champs solaires connectés au réseau classique par exemple.

QUESTION : Est ce que la stratégie bas carbone peut se résumer au passage de l'énergie fossile aux énergies renouvelables ?

Aline Hubert (URD / REH) : En effet, une stratégie bas carbone ne peut pas se résumer au passage de l'énergie fossile aux énergies renouvelables et ce doit être un point de vigilance constante. C'est tout un modèle organisationnel qui doit être repensé selon la logique « ERC » (Éviter – Réduire – Compenser). Ainsi, il est important de questionner les usages et le sens de certaines activités.

Maddalena Curioni / Tania Chauvin (Électriciens sans frontières) : Comme présenté, l'énergie n'est qu'un poste parmi d'autres d'émissions, bien que souvent important. Pour réduire l'impact des émissions GES est important agir sur les « gros postes » d'émissions identifiés lors du bilan carbone, c'est-à-dire les domaines considérés dans le périmètre de comptabilisation du bilan carbone qui se sont démontrés les plus émetteurs. Pour plusieurs structures, la consommation énergétique représente un des plus importants postes d'émissions. En ces cas, un passage à l'énergie renouvelable peut aider à réduire les émissions et l'impact climatique. Mais cette stratégie est souvent couplée à d'autres champs d'action : une réduction des déplacements en avion, une amélioration de l'efficacité des bâtiments, une réduction des consommations ou encore un changement des habitudes alimentaires, selon les émissions produites par la structure considérée.

QUESTION : Quel lien entre sobriété et efficacité ?

Aline Hubert (URD / REH) : Compte tenu de la gravité de la situation, nous avons besoin des deux : des systèmes plus efficaces – étant précisé qu'il existe des limites physiques, notamment thermodynamiques, à l'efficacité des systèmes – et une plus grande sobriété des usages. Ce dernier point, qui implique notamment des politiques contraignantes, donc peu populaires, est encore un levier trop peu actionné.